

## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 AVRIL 2015**

<b>Nombre de Conseillers : 19</b>				
<b>Numéro délibération :</b>	1-2-3	4-5-6	7 à 14	15 à 22
<b>Nombre de présents :</b>	15	14	15	14
<b>Nombre de pouvoirs :</b>	1	1	1	2

L'an deux mille quinze et le huit avril, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel et en son absence M. BUISINE Serge.

**PRESENTS : UVERNET Gabriel Maire ; BUISINE Serge, DIETRICH WEISS Élisabeth, BERGEZ Danielle, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BOISBOURDIN Philippe, GARCIA Eric, PALDACCI-UVERNET Antony, RNET-YAGUE Delphine, SCHLICHTER Danièle, SILVA Alain.**

**Absents et excusés :**

**GUILBERT Sandrine,**

**LAMBERT Eliane,**

**LESUEUR Frédéric,**

**BESSONE Eric, (pouvoir à Serge BUISINE),**

**RONET-YAGUE Delphine (pouvoir à PELLERIN Annick) à compter du point n°15.**

**UVERNET Gabriel, Maire (pour les points 4, 5 et 6).**

**Désignation du secrétaire de séance :** Mme Odile TAXI

**Adoption du compte rendu :** Adopté à l'unanimité.

**Lecture des décisions :** Aucune

*Arrivée de M. BOISOURDIN Philippe à 18h10*

**M. BUISINE, Adjoint aux Finances :** « En ces temps de crises économiques, de restrictions budgétaires, de baisse de dotations, de subventions : région, département, caf; et ce n'est pas malheureusement fini, nous avons l'obligation d'imaginer et de prévoir avec réalisme et pragmatisme nos budgets de fonctionnement, d'investissements, et leur interactivité sur nos capacités d'autofinancement, notre trésorerie et notre niveau d'endettement raisonnable.

Les budgets 2015 seront donc le reflet de notre détermination à gérer au mieux les finances de notre commune en toute transparence.

Le tout sans augmenter le taux de nos impôts locaux.

Nous allons débiter par le vote du Compte de Gestion 2014 du Budget Principal suivi celui de l'Eau Potable et de l'Assainissement.

Le compte de gestion est le compte du trésorier public. Il engage la responsabilité et le travail de Monsieur PATARD, Trésorier Général de la Trésorerie de Lorgues.

Je vous rappelle que le compte administratif et le compte de gestion sont obligatoirement votés à l'identique au sens strict soit au centime près.

De plus, ce même compte de gestion au niveau de son bilan Actif/Passif et de sa balance réglementaire cumule les écritures historiques remontant à l'origine de la comptabilité publique de notre commune.

Pour un commentaire éventuel chapitre par chapitre, je vous invite à consulter le Compte Administratif 2014 plus lisible que le Compte de Gestion.

Je vous remercie d'être indulgent envers notre agent de la comptabilité qui, comme elle vous l'a indiqué, ne vous a pas fourni le Compte administratif pensant sincèrement que cela faisait double emploi avec le Compte de gestion, ce qui d'ailleurs est le cas.

Comme toutes les délibérations finances ont été présentées et approuvées par Monsieur PATARD, Trésorier Général de la Trésorerie de Lorgues.

- le Compte Administratif Commune 2014 est de bonne tenue en fonctionnement et en investissement.

Cependant, vous pouvez constater le budget Eau Potable 2014 demande de véritables mesures à la hauteur des investissements passés que la commune a réalisé.

- Le Compte Administratif Assainissement 2014, quant à lui est tout à fait satisfaisant ».

## **1. ADOPTION DU COMPTE DE GESTION 2014 – BUDGET PRINCIPAL**

**Considérant** le compte de gestion dressé par Monsieur PATARD, Trésorier Principal, pour la période du 01/01/2014 au 31/12/2014.

1° **Statuant** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° **Statuant** sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

3° **Statuant** sur la comptabilité des valeurs inactives.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE : De déclarer** que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2014, par le Trésorier Principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

**Adopté à l'unanimité**

**2. ADOPTION DU COMPTE DE GESTION 2014 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE**

**Considérant** le compte de gestion dressé par Monsieur PATARD, Trésorier Principal, pour la période du 01/01/2014 au 31/12/2014.

1° **Statuant** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° **Statuant** sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

3° **Statuant** sur la comptabilité des valeurs inactives.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE : De déclarer** que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2014, par le Trésorier Principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

**Adopté à l'unanimité**

**3. ADOPTION DU COMPTE DE GESTION 2014 – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT**

**Considérant** le compte de gestion dressé par Monsieur PATARD, Trésorier Principal, pour la période du 01/01/2014 au 31/12/2014.

1° **Statuant** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° **Statuant** sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

3° **Statuant** sur la comptabilité des valeurs inactives.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE : De déclarer** que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2014, par le Trésorier Principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

**Adopté à l'unanimité**

*Monsieur le Maire quitte la salle du conseil municipal et Monsieur BUISINE Serge préside désormais la séance.*

<b>4. <u>ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2014 – BUDGET PRINCIPAL</u></b>
---

Monsieur BUISINE présente le compte administratif.

Les résultats des différentes sections sont présentés dans le document annexé au présent rapport.

FONCTIONNEMENT	
Dépenses de l'exercice	2 327 567.33 €
Excédent de fonctionnement 2013	148 680.90 €
Recettes de l'exercice	2 758 482.22 €
<b>Solde d'exécution</b>	<b>579 595.79 €</b>

L'exécution du budget 2014 dégage donc un excédent de fonctionnement de  
+ 579 595.79 €

INVESTISSEMENT	
Dépenses de l'exercice	388 331.47 €
Déficit d'investissement 2013	- 76 145.69 €
Recettes de l'exercice	540 031.83 €
<b>Solde d'exécution</b>	<b>75 554.67 €</b>

L'exécution du budget 2014 dégage un solde d'exécution d'investissement de  
+ 5 554.67 €

RESTES A REALISER	
Restes à réaliser dépenses	109 079.07 €
Restes à réaliser recettes	0 €
<b>Solde restes à réaliser</b>	<b>109 079.07 €</b>

En tenant compte des restes à réaliser 2014, la section d'investissement ressort en déficit pour - 33 524.40 €

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE : D'adopter le compte administratif 2014 du budget principal.**

**Adopté à l'unanimité**

**5. ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2014 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE**

Monsieur BUISINE présente le compte administratif.

Les résultats des différentes sections sont présentés dans le document annexé au présent rapport.

<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Dépenses de l'exercice	545 177.64 €
Excédent de fonctionnement 2013	5 457.46 €
Recettes de l'exercice	526 455.98 €
<b>Solde d'exécution</b>	<b>- 13 264.20 €</b>

L'exécution du budget 2014 dégage donc un déficit de fonctionnement de - 13 264.20 €.

<b>INVESTISSEMENT</b>	
Dépenses de l'exercice	160 615.78 €
Excédent d'investissement 2013	29 457.46 €
Recettes de l'exercice	80 148.86 €
<b>Solde d'exécution</b>	<b>- 51 009.46 €</b>

L'exécution du budget 2014 dégage un solde d'exécution d'investissement de - 51 009.46 €.

<b>RESTES A REALISER</b>	
<b>Restes à réaliser dépenses</b>	<b>0</b>

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE : D'adopter le compte administratif 2014 du budget eau.**

**Adopté à l'unanimité**

**6. ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2014 – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT**

Monsieur BUISINE présente le compte administratif.

Les résultats des différentes sections sont présentés dans le document annexé au présent rapport.

FONCTIONNEMENT	
Dépenses de l'exercice	87 083.80 €
Excédent de fonctionnement 2013	58 626.09 €
Recettes de l'exercice	60 202.47 €
<b>Solde d'exécution</b>	<b>31 744.76 €</b>

L'exécution du budget 2014 dégage donc un excédent de fonctionnement de + 31 744.76 €.

INVESTISSEMENT	
Dépenses de l'exercice	269 656.00 €
Excédent d'investissement 2013	85 914.68 €
Recettes de l'exercice	166 230.40 €
<b>Solde d'exécution</b>	<b>- 17 510.92 €</b>

L'exécution du budget 2014 dégage un déficit d'investissement de - 17 510.92 €.

RESTES A REALISER	
<b>Restes à réaliser dépenses</b>	<b>1 900 €</b>
<b>Restes à réaliser recettes</b>	<b>120 000 €</b>

L'exécution du budget 2014, dégage un excédent d'investissement en tenant comptes des restes à réaliser 2014 de + **100 589.08 €** .

M. SILVA demande pourquoi les charges de personnel 012 sont à zéro soit aucune charge de personnel.

M. BUISINE répond que les budgets ne sont pas indépendants, une étude a été menée pour définir avec une extrême précision (à la demi-heure près) la répartition du temps de travail des agents entre les différents services. Ainsi, comme demandé par M. PATARD, le budget principal assure toutes les charges et les budgets annexes remboursent. Le titre du budget principal n'a pas été émis.

M. GARCIA : Même si les budgets n'ont pas la personnalité juridique propre, le Maire est l'ordonnateur comme pour le budget principal. Ici, il y a une compensation, il vaut mieux faire ressortir le personnel qui a travaillé et il faut émettre un titre.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE : D'adopter** le compte administratif 2014 du budget assainissement.

**Adopté à l'unanimité**

*Monsieur le Maire réintègre la salle du conseil municipal et remercie M. BUISINE pour son travail, ainsi que Mme MONTESINOS et Mme ROBERT, secrétaire générale.*

## **7. AFFECTATION DES RESULTAT 2014 – BUDGET PRINCIPAL**

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014.

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2014.

Constatant que le compte administratif fait apparaître :  
un excédent de fonctionnement de 579 595 .79 €

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : D'affecter le résultat de fonctionnement 2014, comme  
suivant :

Résultat de l'exercice 2014 Excédent	579 595.79 €
Affectation du résultat 2014 à l'exécution du virement à la section d'investissement (compte 1068)	250 000.00 €
Report en fonctionnement R 002	329 595.79 €

**Adopté à l'unanimité**

## **8. AFFECTATION DES RESULTATS 2014 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE**

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014.

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2014.

Constatant que le compte administratif fait apparaître :  
un déficit de fonctionnement de -13 264.20 €

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : D'affecter le résultat de fonctionnement 2014, comme  
suivant :

Résultat de l'exercice 2014 Déficit	- 13 264.20 €
Affectation du résultat 2014 à l'exécution du virement à la section d'investissement (compte 1068)	0 €
Report en exploitation D 002	-13 264.20 €

**Adopté à l'unanimité**

## **9. AFFECTATION DES RESULTATS 2014 - BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT**

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2014

Constatant que le compte administratif fait apparaître :

un excédent de fonctionnement de 31 744.76 €

Il est proposé au Conseil municipal d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

Résultat de l'exercice 2014 Excédent	31 744.76 €
Affectation du résultat 2014 à l'excédent de fonctionnement reporté (compte 002)	31 744.76 €

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE : D'affecter** le résultat de fonctionnement 2014, soit 31 744.76 €, à la section de fonctionnement au budget primitif 2015 au compte 002 (Excédent de fonctionnement reporté).

**Adopté à l'unanimité**

## **10. VOTE DE LA FISCALITE LOCALE**

**Vu** le Code Général des Impôts, notamment l'article L 1639 A,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 1612-2,

**Considérant** qu'il convient de fixer le taux des impôts locaux à percevoir au titre de l'année 2015,

<b>Libellés</b>	<b>Bases notifiées 2014</b>	<b>Bases notifiées 2015</b>	<b>Taux appliqués par décision du conseil municipal</b>	<b>Produit voté par le conseil municipal 2014</b>	<b>Produit voté par le conseil municipal 2015</b>
Taxe d'habitation	5 415 000	5 522 000	16.37 %	886 436,00	903 951,00
TFPB	3 302 000	3 433 000	13.30 %	439 166,00	456 589,00
TFPNB	97 000	98 200	77.62 %	75 291,00	76 223,00
TOTAL				1 400 893,00	1 436 763,00

Un débat a lieu entre M. LE MAIRE et M.GARCIA quant au choix d'avoir repris les bases du Département et l'intérêt pour la Commune.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De maintenir les taux des impôts directs locaux 2015 au niveau des taux votés en 2014 ;

**ARTICLE SECOND** : De fixer les taux des impôts directs locaux à percevoir au titre de l'année 2015 à :

16,37 % : taxe d'habitation ;

13,30 % : Taxe sur le foncier bâti ;

77,62 % : Taxe sur le foncier non bâti ;

**ARTICLE TROISIEME** : D'autoriser le Maire à signer l'état 1259 correspondant.

**Adopté à l'unanimité**

<b>11. <u>FORMATION DES ELUS MUNICIPAUX ET FIXATION DES CREDITS AFFECTES</u></b>
--

Monsieur le Maire expose que la formation des élus municipaux est organisée par le code général des collectivités territoriales et notamment par son article L 2123-12 qui précise que celle-ci doit être adaptée aux fonctions des conseillers municipaux.

Compte tenu des possibilités budgétaires, il est proposé qu'une enveloppe budgétaire de 1000€ soit consacrée en 2015 à la formation des élus.

Alors que les organismes de formations doivent être agréés, Monsieur le Maire rappelle que conformément à l'article L 2123-13 du code général des collectivités territoriales, chaque élu ne peut bénéficier que de 18 jours de formation sur toute la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient. Ce congé est renouvelable en cas de réélection.

Mme BERTHIAUX demande qui a bénéficié l'an dernier de la formation ? Y a t-il un calendrier proposé aux différents élus ? Y a t-il une distinction entre les différents élus ?

M. LE MAIRE rappelle que la précédente délibération a eu lieu en septembre au cours de laquelle ont été proposées les formations à venir jusqu'à fin 2014.

M. LE MAIRE : « L'Association des Maires du Var (A.M.V.) réalise des formations à hauteur de 25 €. A Paris, cela coûte entre 1000 à 1500 € par personne. En septembre 2014, il avait été voté 500 € ».

M. BUISINE : « Nous avons prévu deux formations par élu, pour 2015 ».

M. LE MAIRE : « Je vous promets que tout élu a le droit à une formation. Le programme n'est pas encore déterminé, le Conseil d'Administration de l'A.M.V. doit se réunir ».

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : D'adopter le principe d'allouer dans le cadre de la préparation du budget une enveloppe budgétaire annuelle à la formation des élus municipaux d'un montant égal à 1 000 € (1,7468 % du montant des indemnités des élus).

La prise en charge de la formation des élus se fera selon les principes suivants :

- Agrément des organismes de formations.
- Dépôt préalable aux stages de la demande de remboursement précisant l'adéquation de l'objet de la formation avec les fonctions effectivement exercées pour le compte de la ville.
- Liquidation de la prise en charge sur justificatifs des dépenses.
- Répartition des crédits et de leur utilisation sur une base égalitaire entre élus.

**Adopté à l'unanimité**

**12. REVALORISATION DES TARIFS 2015 DES PRIX DU M3 D'EAU POTABLE ET DU M3 D'EAU ASSAINIE.**

**Vu** les articles L 2224-1, L 2224-2 et L 2224-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

**Vu** la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006,

**Vu** les lois Grenelle I et II de l'environnement,

Qu'il s'agisse des raisons environnementales ou économiques, la préservation de la ressource est aujourd'hui un enjeu majeur mobilisant un nombre important d'acteurs. Cette préservation correspond d'ailleurs à une exigence reprise dans l'article 7 de la Directive Cadre sur l'Eau.

Le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie développe une politique volontariste afin de préserver la ressource en eau et restaurer l'équilibre entre demande en eau et ressource disponible.

Cet objectif inscrit dans la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a été renforcée par les mesures du Grenelle de l'environnement et confirmée par le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC) présenté le 20 juillet 2011.

Monsieur le Maire informe les membres de l'assemblée délibérante qu'il apparaît à la lecture des productions d'eau potable de la Commune du Thoronet, un pic de consommations totales pendant la période de mai à septembre (138 512 m<sup>3</sup>), soit 53% de la production annuelle en 5 mois.

Cette surconsommation en eau potable s'explique principalement par son utilisation pour les espaces verts et équipements de piscine.

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du Conseil Municipal en date du 30 mars 2009, le prix du m<sup>3</sup> d'eau potable a été fixé à **1,53 € H.T.**, le prix du m<sup>3</sup> d'eau assainie à **0,714 € H.T.**

Ce tarif n'a donc fait l'objet d'aucune modification depuis six ans.

Monsieur le Maire indique en outre, que dans un objectif de transparence des tarifs et de vérité des prix, les recettes propres du service doivent (sauf exceptions) couvrir l'intégralité de ses dépenses, à l'exclusion de toute prise en charge par le budget de la commune, sous forme de subvention d'équilibre ou de financement par le budget principal de certaines dépenses.

M. MARTIN : « Depuis 2001, nous avons fait des investissements conséquents sur le réseau d'eau potable. De 2001 à 2014, nous avons créé et renforcé 30 898 mètres linéaires pour un coût de 1 658 648 € soit 53,68 € par mètre linéaire. S'agissant de l'assainissement, 2 840 mètres linéaires pour un coût de 80 225 € soit 28,25 € par mètre linéaire; ce qui fait au total 33 738 mètres linéaires soit presque 34 kilomètres, soit 51,54 € par mètre linéaire.

Ces travaux ont été très importants car le réseau compte au total 90 kilomètres.

Nous avons à l'époque des quartiers qui, en juin-juillet-août, où nous devions couper l'eau à un secteur pour qu'un autre secteur puisse avoir de l'eau. Nous avons réalisé de lourds travaux jusqu'en 2012 (les derniers portaient sur le forage des Vidals et le quartier des Germaines). Il y a encore des travaux à faire sur plusieurs mandats.

S'agissant du rendement en 2003, date à laquelle j'ai commencé à gérer le service des eaux : 42 %. Aujourd'hui, cela va varier entre 84 et 87 % (variation en fonction de l'époque, nous sommes sur un sol calcaire ou argileux et dans la vallée de l'Argens, lorsque ça bouge nous avons des fuites. Pour exemple, la dernière fuite aux Mauniers de Lorgues était de 30 000 m<sup>3</sup> d'eau en une nuit).

Nous avons pu bénéficier de relation très proche avec EDF et suite à des problèmes moyens de tension EDF, ces derniers ont décidé de réaliser des travaux de renforcement. J'ai profité de l'occasion pour proposer de voir ensemble des tracés communes, pour EDF comme pour nous, nous avons pu diminuer le montant des travaux, nous avons eu à payer que la surprofondeur ».

M. SILVA : « Je suis étonné de cette augmentation, pourquoi ne pas avoir augmenté progressivement ? »

M. MARTIN : « Par rapport à d'autres communes c'est plus cher ».

M. SILVA : « Ce qui surprend c'est la période mai – septembre : 2,00 € H.T. par m<sup>3</sup> ce qui fait 30 % d'augmentation, on voit qu'il faut augmenter mais c'est sur la façon, nous aurions pu proposer une augmentation de 10 % et voir comment cela se passe quitte à revoir l'an prochain. 30 % c'est énorme ».

M. LE MAIRE : « L'eau est aujourd'hui un produit de plus en plus rare et cher, M. MARTIN vous a exposé les importants travaux réalisés. Si nous avions privatisé le service cela coûterait beaucoup plus cher ».

M. SILVA : « Nous sommes d'accord pour augmenter mais nous proposons de lisser à 10 % et de faire un tarif unique, on augmentera de nouveau de 10% l'an prochain si besoin ».

M. BUISINE : « La Commune compte 250 résidences secondaires et quand les résidents séjournent ils consomment beaucoup, il me semble honnête de différencier ».

M. LE MAIRE : « Surtout lorsqu'ils louent 4 000 € par mois. Nous avons voulu le faire pour transparence et clarté. Pour une consommation de 30 m<sup>3</sup>, le surcoût annuel est de 16 €, divisé par 12 cela demeure raisonnable. Il faut continuer à rembourser les emprunts, les dépenses augmentent même si nous faisons des coupes sombres ».

M. SILVA : « Pourquoi ne pas l'avoir fait avant ? ».

M. BUISINE : « C'est une décision du mandat précédent et auparavant c'était un choix politique ».

M. MARTIN : « Nous avons décidé ensemble autour de la table. Pour l'an prochain, il faut dégager de l'autofinancement pour investir ».

M. GARCIA : « Il fallait le pressentir, je préconisais d'augmenter le tarif de l'eau. »

M. LE MAIRE : « Pourquoi alors cela n'a jamais été voté en Conseil Municipal ? ».

M. GARCIA : « C'est dommage car si nous avions pu anticiper, nous aurions pu éviter cette augmentation. L'environnement est sensible, cela ne me choque pas de faire une différenciation ».

M. MARTIN : « Tu étais là, tu aurais pu le dire, moi je ne suis pas aux finances tu le sais, si nous avons fait des erreurs, tu étais avec nous à faire ces erreurs. Aujourd'hui, la Commune doit faire l'avance de trésorerie et M. le Percepteur veut qu'en 2016 les budgets soient autonomes donc nous sommes obligés d'établir cette distinction. C'est vrai que cette augmentation est brutale mais cela fait 16 € par an pour 30 m<sup>3</sup> ».

Mme BERTHIAUX, M. SILVA et M. GARCIA : « Nous sommes d'accord pour l'augmentation mais pas celle proposée, nous nous abstiendrons ».

Mme RNET-YAGUE demande par quels moyens cette information sera transmise aux administrés.

M. LE MAIRE lui répond par le biais du site internet de la Commune, du compte rendu sur le journal « Var matin » et un courrier sera transmis à chaque administré.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De modifier la délibération du 30/03/2009 portant sur les tarifs 2009 des prix du m<sup>3</sup> d'eau potable et du m<sup>3</sup> d'eau assainie.

**ARTICLE SECOND** : De décider de fixer le principe d'une tarification différenciée de l'eau potable selon les périodes de l'année.

**ARTICLE TROISIEME** : De fixer le tarif du m<sup>3</sup> d'eau potable comme suivant :

- Période Mai – Septembre : 2,00 € H.T. / m<sup>3</sup>.
- Période Octobre – Avril : 1,68 € H.T. / m<sup>3</sup>.

**ARTICLE QUATRIEME** : De fixer le prix du m<sup>3</sup> d'eau assainie à 0,80 € H.T. / m<sup>3</sup>.

**ARTICLE CINQUIEME** : Que la présente délibération est applicable à compter du 15/04/2015.

**Adopté à la majorité des membres présents**

**(3 abstentions : Mme BERTHIAUX, M. GARCIA et M. SILVA)**

**13. REVALORISATION TARIFS 2015 DES FRAIS D'ABONNEMENT A L'EAU POTABLE.**

**Vu** les articles L 2224-1, L 2224-2 et L 2224-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante que les tarifs n'ont pas été modifiés depuis 2009.

Monsieur le Maire informe que pour les compteurs de diamètre 15 à diamètre 30 cela représente une augmentation de 10% et précise que les familles ont toutes un compteur de diamètre 15. Pour les compteurs entre diamètre 40-50 et diamètre 100 c'est une augmentation de 20 %, sont concernés le hameau de Beylesse, la résidence « les jasmins », l'hôtel « Hostellerie de l'Abbaye », la cave coopérative et Entrecasteaux.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De fixer désormais les tarifs d'abonnements annuels à l'eau potable comme suivants :

<b>Participation aux frais d'abonnement annuel</b>	<b>Anciens tarifs pour mémoire (H.T.)</b>	<b>Tarifs proposés H.T.</b>
pour les compteurs Ø 15 :	30 €	33 €
pour les compteurs Ø 20 :	37,14 €	41 €
pour les compteurs Ø 25 :	64,83 €	71 €
pour les compteurs Ø 30 :	148,39 €	163 €
pour les compteurs Ø 40-50 :	649,57 €	779 €
pour les compteurs Ø 65:	1 206,30 €	1 448 €
pour les compteurs Ø 80 :	1 295,94 €	1 555 €
pour les compteurs Ø 100 :	1 401.42 €	1 682 €

Ø s'entend comme le calibre du compteur.

**ARTICLE SECOND** : Que la présente délibération est applicable à compter du 15/04/2015.

**Adopté à l'unanimité**

#### **14. VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2015 – BUDGET PRINCIPAL**

**Après** avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014,

**Après** avoir procédé à l'affectation des résultats 2014 au budget primitif 2015,

**Après** examen du projet de budget primitif 2015 qui s'établit comme suit :

##### **➤ FONCTIONNEMENT**

<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Propositions nouvelles 2015 :	3 230 734,20
<b>Total :</b>	<b>3 230 734,20</b>

<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Propositions nouvelles 2015 :	2 901 138,41
Résultat reporté :	329 595,79
<b>Total :</b>	<b>3 230 734,20</b>

##### **➤ INVESTISSEMENT**

<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT :</b>	
Résultat reporté :	0
Restes à réaliser :	109 079,07
Propositions nouvelles 2015 :	1 020 240,00
<b>Total :</b>	<b>1 129 319,07</b>

<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	
Résultat reporté :	75 554,67
Restes à réaliser :	0
Propositions nouvelles 2015 :	1 053 764,40
<b>Total :</b>	<b>1 129 319,07</b>

<b><u>TOTAL BUDGET :</u></b>	<b>4 360 053,27</b>
------------------------------	---------------------

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE : De voter le budget primitif 2015 principal.**

**Adopté à l'unanimité**

*Mme RONET-YAGUE quitte la séance à 20h20 et donne pouvoir à Mme PELLERIN.*

**15. VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2015 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE**

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014,

Après avoir procédé à l'affectation des résultats 2014 au budget primitif 2015,

Après examen du projet de budget primitif 2015 qui s'établit comme suit :

➤ **FONCTIONNEMENT**

<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Propositions nouvelles 2015 :	604 782.84
Solde d'exécution :	13 264,20
<b>Total :</b>	<b>618 047.04</b>

<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Propositions nouvelles 2015 :	618 047.04
Résultat reporté :	0
<b>Total :</b>	<b>618 047.04</b>

➤ **INVESTISSEMENT**

<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	
Restes à réaliser :	0
Propositions nouvelles 2015 :	198 274.70
Solde d'exécution :	51 009,46
<b>Total :</b>	<b>249 284.16</b>

<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	
Propositions nouvelles 2015 :	249 284.16
Reporté :	0
<b>Total :</b>	<b>249 284.16</b>

<b><u>TOTAL BUDGET :</u></b>	<b>867 331.20</b>
------------------------------	-------------------

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, **DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : De voter le budget primitif 2015 eau.

**Adopté à l'unanimité**

<b>16. <u>VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2015 – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT</u></b>
--

**Après** avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014,

**Après** avoir procédé à l'affectation des résultats 2014 au budget primitif 2015,

**Après** examen du projet de budget primitif 2015 qui s'établit comme suit :

➤ **FONCTIONNEMENT**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	
Propositions nouvelles 2015 :	99 176,30
<b>Total :</b>	<b>99 176,30</b>

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	
Excédent fonctionnement 2014 :	31 744,76
Propositions nouvelles 2015 :	67 431,54
<b>Total :</b>	<b>99 176,30</b>

➤ **INVESTISSEMENT**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	
Restes à réaliser :	1 900,00
Solde d'exécution :	17 510,92
Propositions nouvelles 2015 :	211 453,53
<b>Total :</b>	<b>230 864,45</b>

RECETTES D'INVESTISSEMENT	
Solde d'exécution :	0
Restes à réaliser :	120 000,00
Propositions nouvelles 2015 :	110 864,45
<b>Total :</b>	<b>230 864,45</b>

<b><u>TOTAL BUDGET :</u></b>	<b>330 040,75</b>
------------------------------	-------------------

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE : De voter le budget primitif 2015 assainissement.**

**Adopté à l'unanimité**

## **17. ACQUISITION PARCELLE AW 84 - LE THORONET PAR VOIE DE PREEMPTION.**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22,

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants, R 213-1 et suivants,

**Vu** le P.O.S. approuvé le 12/07/1988 et révisé le 20/09/1993,

**Vu** la délibération du 13 juin 1996 instituant le droit de préemption urbain dans les zones U du P.O.S., sur le territoire de la Commune de LE THORONET,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 28 mars 2008, confirmant l'institution du droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U de la Commune de LE THORONET,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 22 décembre 2014 ayant pour objet « AW 84 Le Thoronet : Adoption du principe de contrat location-vente ».

**Vu** la déclaration d'intention d'aliéner, enregistrée en mairie sous le n°08313615B0003, reçue le 10 Février 2015, adressée par le TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE de Draguignan, service du JEX IMMOBILIER, en vue de la cession d'une propriété appartenant à la S.C.I. SANTA ROSA, sise LE THORONET cadastrée comme suivant:

Section	N°	Superficie Totale	Superficie visée par la préemption
AW	84	00ha 26a 62ca	519,90 m <sup>2</sup>

Le prix de vente du bien considéré a été fixé à hauteur de **TROIS CENT MILLE EUROS** (300 000 €).

**Vu** l'estimation du Service des domaines (avis 2015-136V0378) en date du 24/03/2015 ci-annexée estimant la valeur vénale du bien à 769 000 €,

Cet immeuble est divisé en deux bâtiments, l'un comprenant une pièce principale entièrement carrelée (pour une superficie de 398 m<sup>2</sup>), le second constituant en une seule pièce principale à usage de pharmacie et toilettes (pour une superficie de 158 m<sup>2</sup>). Cet immeuble comprend également plusieurs places de stationnement en extérieur et souterrain.

**Considérant** que ce bien est situé en périphérie sud-est du centre de la commune, dans une zone essentiellement commerciale.

**Considérant** que l'acquisition de ce bien permettra la création d'une salle des fêtes municipale polyvalente (avec un parking à proximité immédiate, absence de nuisances sonores pour les thoronéens).

**Considérant** dès lors que cette opération répond aux objectifs définis par les articles L 210-1 et L 300-1 du code de l'urbanisme,

M. GARCIA : « Nous préférons l'achat plutôt que la location-vente ».

M. LE MAIRE : « La valeur de la location comme celle de l'achat a été validée par le service des Domaines ».

M. SILVA : « Vous avez décidé tout seul de louer, nous aurions fait d'autres choses, nous serions arrivés à la même chose que vous mais sans déboursier 43 000 € ».

M. BOISBOURDIN : « Oui, mais nous avons gagné 469 000 € ».

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : L'acquisition par voie de préemption du bien appartenant à la S.C.I. SANTA ROSA, sise LE THORONET cadastrée comme suivant:

Pour information			Acquisition par voie de préemption
Section	N°	Superficie Totale	En m²
AW	84	00ha 26a 62ca	519,90

**ARTICLE SECOND** : Que la commune du Thoronet achète au prix figurant dans la Déclaration d'intention d'aliéner au prix principal de **TROIS CENT MILLE EUROS** (300.000€), ce prix étant inférieur de 469 000 € à l'estimation faite par le Service des domaines consulté.

**ARTICLE TROISIEME** : Qu'un acte authentique constatant le transfert de propriété sera établi dans un délai de trois mois, à compter de la notification de la présente décision, conformément à l'article R 213-12 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE QUATRIEME**: Que le règlement de la vente interviendra dans les six mois, à compter de la notification de la présente décision.

**ARTICLE CINQUIEME** : De charger M. Le Maire de représenter la Commune et de procéder aux formalités nécessaires pour mettre en œuvre la présente délibération, de l'autoriser à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

**ARTICLE SIXIEME** : Que la dépense résultant de cette acquisition est inscrite au budget de la Commune.

**ARTICLE SEPTIEME** : Que la délibération du 22 décembre 2014 ayant pour objet « AW 84 Le Thoronet : Adoption du principe de contrat location-vente », n'a plus à être appliquée.

**Adopté à l'unanimité**

## **18. VENTE D'UN VEHICULE COMMUNAL (RENAULT S 110).**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L2121-29 et L2122-21,

**Vu** le Code de Propriété des Personnes Publiques,

**Vu** la délibération du 18/12/12 portant sur la mise en place de la vente aux enchères électroniques sur le site de courtage « agorastore.fr ».

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée délibérante l'adhésion de la Commune à la plateforme de courtage aux enchères par Internet ([www.agorastore.fr](http://www.agorastore.fr)), outil dynamique qui permet aux collectivités de mettre en vente, tout au long de l'année, des produits réformés.

Agorastore a déjà de nombreuses collectivités pour client par exemple les Mairies de Lyon, Versailles, Cannes, le Conseil Général des Pyrénées Atlantiques...

Un tarif sous la forme d'un commissionnement est appliqué uniquement sur les ventes réalisées par la personne publique via la solution Agorastore. Le taux applicable est de 8% hors taxes sur le prix total fixé au terme de la période d'enchère de chaque produit vendu.

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que la Commune du Thoronet compte dans son domaine privé des biens mobiliers tels que les véhicules.

Un de ses véhicules est vétuste et le coût de sa réparation dépasserait largement sa valeur. Il s'agit :

Véhicule	N° immatriculation	Date de 1 <sup>ère</sup> mise en circulation	Kilométrage
RENAULT CAMION - S 110	BG-968-PC	02/06/1988	192 786,9

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : La vente en l'état du véhicule cité ci-dessus, selon la procédure de l'adjudication par le biais du site de vente aux enchères publiques « Agorastore ».

**ARTICLE SECOND** : De réaliser le contrat de vente sous la forme administrative et de charge Monsieur BUISINE Serge, Premier Adjoint, de représenter la commune pour cet acte.

**Adopté à l'unanimité**

**19. ADHESIONS DES COMMUNES DE MONTFORT SUR ARGENS ET CARCES AU S.I.V.A.A.D.**

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 8 septembre 1983 portant création du Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-18,

**Vu** l'article 14 des statuts du Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers,

**Vu** les délibérations des Conseils Municipaux des Communes de Montfort sur Argens et de Carcès en date 16 septembre 2014, adoptant les statuts du Syndicat,

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE :** D'adopter les adhésions au sein du S.I.V.A.A.D. des Communes de Montfort sur Argens et de Carcès en qualité de Communes membres du Syndicat conformément à ces statuts.

**Adopté à l'unanimité**

**20. RETRAIT DE LA COMMUNE DU PRADET AU S.I.V.A.A.D.**

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 8 septembre 1983 portant création du Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-19,

**Vu** l'article 14 des statuts du Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal du Pradet n°14-DCM-DGS-164 en date 15 décembre 2014, ayant pour objet le retrait de la Commune du S.I.V.A.A.D..

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE :** D'accepter la demande de retrait de la Commune du Pradet au S.I.V.A.A.D..

**Adopté à l'unanimité**

## **21. CONFIRMATION DE LA DEMANDE DE PARTICIPATION AU GROUPEMENT DE COMMANDES LANCE PAR LE SYMIELECVAR.**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la suppression des tarifs de vente régulés est programmée pour les consommateurs finals domestiques et non domestiques ayant des locaux raccordés avec une puissance souscrite égale ou supérieur à 36 kVa (tarif « jaune » et tarifs « vert ») le 31 décembre 2015.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, les acheteurs soumis au Code des marchés publics ou à une procédure obligatoire de mise en concurrence, notamment les collectivités territoriales et les établissements publics, devront avoir signé un nouveau contrat en offre de marché avec un fournisseur de leur choix. A défaut, ils s'exposent à subir une interruption de service puisque leur contrat au tarif réglementé aura disparu et qu'ils n'auront dès lors plus de contrat de fourniture d'électricité.

Dans ce cadre, le regroupement de ces pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices, acheteuses d'électricité, de fournitures et de services en matière d'efficacité énergétique, est un outil qui, non seulement, leur permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence mais, également, assure une maîtrise de leur consommation d'énergie et renforce la protection de l'environnement dans le respect du développement durable.

Dans ce contexte, le SYMIELECVAR a consulté l'ensemble des communes adhérentes en vue de connaître leurs intentions en la matière et s'ils comptaient profiter de la mise en place d'un groupement de commandes d'achat d'électricité et services associés afin de permettre aux acheteurs soumis aux dispositions précitées de se mettre en conformité avec la loi, tout en optimisant la procédure de mise en concurrence.

La Commune a répondu favorablement à cette enquête.

Afin de préparer le futur marché de fournitures, il est nécessaire que la Commune adhère au groupement de commandes sur la base de la convention de groupement jointe à la présente délibération qui fixe les droits et devoirs de chacune des parties.

Une fois que le SYMIELECVAR aura recueilli l'ensemble des délibérations des membres souhaitant participer, la convention, avec en annexe la liste des membres, sera signée par Monsieur le Maire ou son représentant et Monsieur le Président du SYMIELECVAR.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE :** D'accepter le principe d'adhésion de la Commune de LE THORONET au groupement de commandes ayant pour objet l'achat d'électricité et d'adopter la convention de groupement jointe à la présente.

**Adopté à l'unanimité**

<b>22. <u>AVENANT A LA CONVENTION 2014-2017 DE PARTENARIAT DE LA MEDIATHEQUE AVEC LA COMMUNE DU CANNET DES MAURES.</u></b>
--

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

Monsieur le Maire rappelle que la Commune du Thoronet a conclu une convention de partenariat avec la Commune du Cannet des Maures pour l'accueil des Thoronéens à la médiathèque municipale, notamment l'accueil scolaire.

En 2009, les Communes ont revalorisé les modalités tarifaires de cet accord. La Commune du Cannet des Maures a proposé un avenant pour établir un partenariat 2014-2017, les prestations sont similaires à celles des années précédentes :

- L'accueil des enfants est maintenu sur le site du Cannet des Maures,
- Ces derniers participent aux animations mises en place par la médiathèque municipale,
- Un agent de la médiathèque se rend régulièrement dans les classes des écoles du Thoronet pour proposer des animations,
- Les Thoronéens bénéficient des mêmes tarifs que les habitants du Cannet des Maures, soit 10 € au lieu de 20 €.

La convention détermine la mise à disposition d'un volume de 800 ouvrages pour l'année 2015, renouvelé pour 25% l'année suivante.

Le montant pour l'année 2015 est de 18 000 € [(- acquisition du fonds (1 875 €), charges salariales (7 375 €) et charges de fonctionnement (8 750 €)].

M. SILVA indique qu'il faudrait réaliser une publicité pour rappeler les prestations aux administrés.

Monsieur le Maire remercie le Maire du Cannet qui a retiré 2 000 € et met à disposition 800 livres à l'école. Il s'agit du début de participation à l'intercommunalité.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'adopter que la participation financière de la Commune du Thoronet pour l'exercice 2015 s'élève à 18 000 €.

**ARTICLE SECOND** : De charger Monsieur le Maire à signer l'avenant annexé à la dite convention.

**Adopté à l'unanimité**

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h10.**

**La secrétaire de séance**

**Mme Odile TAXI**